



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



REGLEMENT D'APPEL A CANDIDATURES

DÉVELOPPEMENT ET MAINTENANCE DE SERVICES APPLICATIFS DANS LE CADRE DU CENTRE DE SERVICES DATA

*Consultation passée selon la **procédure avec négociation** en application des articles L. 2124-3, R. 2124-3 et R. 2161-12 à R. 2161-20 du Code de la commande publique*

ACCORD-CADRE N°2611I004

Date et heure limites de réception des candidatures :

12/02/2026 à 17:00

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE

175 rue Ludovic Boutleux
CS 30820
62408 BETHUNE

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	3
1.1 - Objet.....	3
1.2 - Mode de passation	3
1.3 - Décomposition de la consultation	3
1.4 - Type d'accord-cadre	3
1.5 - Nomenclature	4
1.6 - Modifications du marché	4
2 - Conditions de la consultation	4
2.1 - Délai de validité des offres (2 ^{nde} étape de la procédure, dite « phase offre »).....	4
2.2 – Forme juridique du groupement.....	4
2.3 - Variantes	5
2.4 – Visite de site	5
2.5 – Insertion par l'activité économique	5
3 - Conditions relatives au contrat.....	6
3.1 - Durée du contrat et délais d'exécution	6
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	6
4 - Contenu du dossier d'appel à candidatures	6
5 - Présentation des candidatures	7
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	9
7 - Examen des candidatures	9
7.1 – Niveau minimal de capacité	9
7.2 - Critères de jugement des candidatures.....	9
7.3 – Sélection des candidatures	10
8 – Jugement et classement des offres (2 ^{nde} étape de la procédure « phase offre »).....	10
8.1 - Critères de jugement des offres	10
8.2 – Négociation	11
8.3 - Suite à donner à la consultation	12
9 - Renseignements complémentaires	12
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	12
9.2 - Procédures de recours	12
9.3 - Production des pièces par les candidats invités à remettre une offre.....	13

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

Le présent accord-cadre a pour objet des prestations de développement et de maintenance de services applicatifs dans le cadre du centre de services applicatifs « DATA », chargé de la gestion des données concernant les différents référentiels, l'informatique décisionnelle et les flux d'échanges associés, pour le compte de Voies navigables de France (VNF).

La description détaillée des prestations attendues est précisée au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.2 - Mode de passation

La présente consultation est passée selon la **procédure avec négociation** en application des articles L. 2124-3, R. 2124-3 et R. 2161-12 à R. 2161-20 du Code de la commande publique.

Cette procédure se décompose en deux étapes :

1^{ère} étape : l'appel public à la concurrence qui a pour objet d'arrêter la liste des candidats admis à présenter une offre ;

Le présent règlement d'appel à candidatures concerne uniquement cette première étape de la procédure.

2nde étape : la consultation des candidats retenus, qui a pour objet de retenir l'offre économiquement la plus avantageuse.

La signature électronique du contrat par l'attributaire sera exigée dans le cadre de cette consultation.

1.3 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, ni en phases, ni en lots.

1.4 - Type de contrat

Le présent marché est un accord-cadre avec un opérateur économique, conclu à bons de commande tel que défini aux articles L. 2125-1-1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique, avec un montant minimum et un montant maximum établis en valeur, sur la durée totale de l'accord-cadre, reconduction comprise, soit 4 ans.

Les prestations seront commandées par bons de commande et réglées par l'application des prix du Bordereau des Prix Unitaires (BPU), aux quantités effectivement commandées et réalisées, dans la limite du montant maximum suivant établi sur la durée totale de l'accord-cadre, reconduction comprise :

Montant minimum en € HT	Montant maximum en € HT
2 000 000€ HT	10 000 000 € HT

1.5 Lieux d'exécution

Les prestations sont exécutées :

- Soit à distance dans les locaux du titulaire dans les cas précisés dans les unités d'œuvre concernées ou sur l'accord expresse de VNF ;
- Soit sur site, principalement dans les locaux du siège de VNF à Béthune.

1.6 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

CPV	Description
72000000-5 (Code principal)	Services de technologies de l'information, conseil, développement de logiciels, internet et appui
72230000-6	Services de développement de logiciels personnalisés
72267100-0	Maintenance de logiciels de technologies de l'information

La nomenclature interne est principalement la suivante :

Nomenclature	Libellé
20 SL	Acquisition et développement de logiciel métier et technique
33.02.1602	Acquisition et développement de logiciel de gestion données DATA – type SGBD et services associés

1.7 - Modifications du marché

L'accord-cadre pourra faire l'objet de modifications en application des articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du Code de la commande publique.

- Marchés pour la réalisation de prestations similaires

Conformément à l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire du présent accord-cadre passé après mise en concurrence, sous réserve que le ou les marchés correspondants soient notifiés au plus tard trois ans à compter de la date de notification du présent accord-cadre.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres (2nde étape de la procédure, dite « phase offre »)

Le délai de validité des offres est de **180 jours** ; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres (2nde étape de la procédure, dite « phase offre »).

A l'issue des négociations, si elles ont lieu, une nouvelle date limite de remise des offres est arrêtée, celle-ci constitue le nouveau point de départ du délai de validité susvisé.

2.2 – Nature de l'attributaire

L'accord-cadre est conclu soit avec un opérateur économique unique, soit avec un groupement d'opérateurs économiques.

Le mandataire du groupement ou l'un des membres du groupement, ne peut présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements, ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article R.2142-22 du Code de la commande publique, la forme du groupement après attribution peut être imposée par le pouvoir adjudicateur, si cette transformation est nécessaire à la bonne

exécution de l'accord-cadre. Ainsi, le groupement imposé serait un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Pour apprécier la nécessité d'une telle transformation, VNF tiendra compte des risques engendrés par le niveau de responsabilité des membres du groupement.

En application de l'article R. 2142-26 du Code de la commande publique, la composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché sauf dans les cas expressément prévus par l'article R. 2142-26 précité.

2.2.1 Sous-traitance

La sous-traitance totale est interdite.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

Si le candidat présente un sous-traitant dans sa candidature, celui-ci le sera au moyen d'une déclaration de sous-traitance joint au présent dossier d'appel à candidatures.

2.2.2 Interdictions de soumissionner

Pourront être exclues de la procédure de passation du présent marché, les personnes se trouvant dans un des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du Code de la commande publique.

2.3 - Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées dans le cadre de cette consultation.

2.4 – Visite de site

Sans objet.

2.5 – Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

Les documents de consultation sont à la disposition des candidats potentiels mais restent l'entière propriété de VNF. Il est demandé aux candidats et à toute personne téléchargeant le dossier de la consultation d'assurer la confidentialité des informations contenues dans les pièces du DCE. VNF se réserve un droit d'action contre toute utilisation abusive de ces documents.

Les dossiers d'architecture technique pour la plateforme informatique industrielle et SGTF sont des documents annexés au CCTP et contenant des informations qui ne peuvent pas être diffusées publiquement au stade de la phase d'appel à candidatures. Comme le permet l'article R. 2162-36 du Code de la commande publique, ils seront donc communiqués aux sociétés admises à participer à la phase offres, qui devront préalablement avoir remis un engagement de confidentialité.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du CCAP qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité, ainsi que sur les « *Clauses VNF liées à la sécurité dans le cadre de missions de prestations informatiques avec accès au SI VNF* », annexées au CCTP.

2.6 – Insertion par l'activité économique

En application des dispositions de l'article L. 2112-2 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre inclut une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Le titulaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Le CCAP précise quels sont les publics éligibles au dispositif, les différentes modalités de mise en œuvre et de contrôle de son exécution, les pénalités applicables en cas de non-respect de ses obligations par l'entreprise, ainsi que le dispositif d'accompagnement mis en place pour faciliter la mise en œuvre de la clause d'insertion.

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée du contrat et délais d'exécution

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de deux ans à compter de sa date de notification.

Il est tacitement reconductible une fois pour une période de deux ans, sauf décision de dénonciation expresse prise par le représentant du pouvoir adjudicateur au moins deux mois avant la date d'échéance de l'accord-cadre.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

La durée totale de l'accord-cadre, reconduction comprise, ne peut excéder quatre ans.

La date prévisionnelle de début des prestations est fin 2026 – début 2027.

Les délais d'exécution qui ne sont pas précisés dans le CCTP seront définis dans les bons de commande.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : Ressources propres.

Le mode de règlement choisi par le pouvoir adjudicateur est le virement.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Une avance est prévue pour cette consultation. Le candidat pourra la refuser à l'acte d'engagement au stade de l'offre.

4 - Contenu du dossier d'appel à candidatures

Le dossier d'appel à candidatures contient les pièces suivantes :

- Le présent Règlement d'Appel à Candidatures (RAC) et son annexe,
- Le projet de Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- Le projet de Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et son annexe,
- Le projet de bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le projet de décomposition des prix forfaitaires (DPF) de maintenance corrective ;
- Les formulaires administratifs DC1, DC2 et déclaration de sous-traitance DC4, et leurs notices explicatives.

Le DCE est disponible gratuitement sur le profil d'acheteur de VNF (plateforme de dématérialisation des achats de l'Etat PLACE).

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Les candidats ne sont pas autorisés à modifier les cahiers des clauses particulières. Ils peuvent néanmoins attirer l'attention du pouvoir adjudicateur sur toute disposition qui leur paraisse devoir être signalée sous forme de questions pendant la consultation conformément à l'article 9.1 ci-après.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des candidatures. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des candidatures est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les candidatures des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en Euro.

Si les candidatures sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent :

- soit les formulaires **DC1 (lettre de candidature)** et **DC2 (déclaration du candidat)**, disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr ,

- soit le **Document Unique de Marché Européen** issu du Règlement d'exécution (UE) 2016/7 de la commission du 5 janvier 2016, « eDUME » disponible sur le site <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/opérateur-économique>).

- **Pièces de la candidature** telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Oui

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le <u>chiffre d'affaires</u> global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début de l'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.	Non
Preuve d'une <u>assurance</u> pour les risques professionnels	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les <u>effectifs moyens annuels du candidat</u> et l' <u>importance du personnel d'encadrement</u> pour chacune des trois dernières années disponibles et leur <u>répartition selon les métiers</u> . Le candidat précise aussi l'existence de compétences techniques externalisées et leurs caractéristiques. Si le candidat s'appuie sur les capacités d'intervenants extérieurs (non-salariés de la société), il apportera la preuve qu'il pourra en disposer pour l'exécution du marché public (notamment qu'il a déjà travaillé avec ces intervenants). Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.	Non

<p><u>Description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de l'accord-cadre.</u></p> <p>Le candidat présente notamment les outils méthodologiques et techniques, l'environnement informatique (outils de conception, de communication et de partage, sécurité des environnements de travail et de développement) dont il dispose pour la conception, le développement et le maintien en conditions opérationnelles (MCO) d'applications informatiques (6 pages maximum).</p>	Non
<p><u>Indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestations de services de même nature que celles de l'accord-cadre (types de profils dont il dispose).</u></p> <p>Le candidat les présente sous forme de CV par exemple, pour les types de profils décrits dans le CCTP et notamment les profils suivants : directeur de projet, chef de projet, architecte Data, expert EAI/ESB, développeur (2 pages maximum par CV). Le candidat détaille les niveaux d'étude, les niveaux professionnels (formations spécifiques aux logiciels par exemple), certifications des personnels (techniciens, ingénieurs et cadres).</p>	Non
<p><u>Références du candidat pour la réalisation de prestations comparables au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date, le rôle joué par le candidat (titulaire principal, co-traitant, sous-traitant) et les prestations réalisées, ainsi que le destinataire public ou privé.</u></p> <p>Le candidat présente au <u>maximum 4 références récentes similaires</u> à l'objet du présent accord-cadre, du fait de leur taille et/ou la nature des solutions mises en œuvre, notamment pour le développement et la maintenance d'application et services DATA, la mise en œuvre de référentiels MDM, l'implémentation d'une plateforme DATA et de ces solutions d'interopérabilité (8 pages maximum) ainsi que sur la réalisation des activités annexes : assistance à maîtrise d'ouvrage, réalisation des spécifications, préparation et animation de formation, avec a minima les éléments suivants, pour chaque référence :</p> <ul style="list-style-type: none"> o La nature (public / privé) et identification du client o Les technologies employées <ul style="list-style-type: none"> o Les éléments de volumétrie divers, selon la nature du projet (nombre de documents ou dossiers traités, nombre d'objets manipulés...) o Le budget du projet o Les coordonnées d'un point de contact client 	Non
<p><u>Certificat(s) de qualification professionnelle ou tout autre document équivalent attestant des compétences en lien avec les prestations (certifications, niveaux de partenariat éditeurs).</u></p>	Non

Capacités d'opérateurs économiques tiers

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières **d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie** pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. Le candidat doit apporter la preuve qu'il disposera des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution du marché. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié comme un écrit de l'opérateur économique s'engageant à mettre à disposition du candidat ses capacités pour toute la durée du marché.

En cas de sous-traitance déclarée au moment de la candidature, le pli contiendra autant de sous-dossiers que de sous-traitants déclarés comprenant les mêmes documents que ceux exigés pour le candidat (à l'exception du formulaire DC1), ainsi que la déclaration de sous-traitance (modèle joint au présent dossier).

Dispositions particulières

Si le candidat est objectivement dans l'impossibilité de produire, pour justifier de ses capacités, l'un des renseignements ou documents demandés ci-dessus, il peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Les entreprises établies à l'étranger produisent les documents équivalents délivrés par les autorités compétentes de leur pays d'origine accompagnés d'une traduction en langue française.

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des candidatures indiquées sur la page de garde du présent document.

Les candidats ont l'obligation de transmettre leur candidature par voie électronique selon les modalités pratiques de transmission décrites en annexe n°1 au présent règlement d'appel à candidatures.

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Les plis peuvent être doublés d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, selon les modalités prévues en annexe n°1 au présent règlement d'appel à candidatures. Celle-ci sera ouverte si les conditions de l'article R. 2132-11 du Code de la commande renvoyant à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde sont bien remplies.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

7 - Examen des candidatures

7.1 – Niveau minimal de capacité

Au titre des capacités économiques et financières, les candidats devront démontrer que leur chiffre d'affaires annuel global a toujours été au moins égal à 8 000 000€, au cours des 3 derniers exercices disponibles.

Les candidatures qui ne satisferont pas à cette exigence minimale seront éliminées.

7.2 - Critères de jugement des candidatures

Les capacités professionnelles, techniques et financières des candidats seront évaluées sur la base des éléments transmis au titre de leur candidature. Les critères de sélection des candidatures sont les suivants :

- Capacités professionnelles du candidat notées sur 50 points et analysées sur la base des éléments suivants :
 - o Pertinence des références présentées (taille du projet, similarité des besoins, solutions techniques mises en oeuvre, etc), sur 40 points.
Seront ici analysées les principales références (4 références pertinentes maximum présentées selon le cadre de réponse de candidature demandé ci-dessus.) pour des prestations

comparables à celles objet de l'accord-cadre réalisées sur les 3 dernières années, portant notamment sur la maintenance et le développement d'applications et services DATA, MCO, mise en œuvre de référentiel MDM, implémentation d'une plateforme DATA et de ces solutions d'interopérabilité, ainsi que sur la réalisation des activités annexes : assistance à maîtrise d'ouvrage, réalisation des spécifications, préparation et animations de formation.

- Certificat(s) de qualification professionnelle du candidat ou tout autre document équivalent attestant des compétences en lien avec les prestations (certifications, niveaux de partenariat éditeurs), sur 10 points.
- Moyens humains du candidat notés sur 30 points, analysés sur la base des éléments suivants :
 - Effectifs du candidat et importance du personnel d'encadrement pour chacune des 3 dernières années disponibles et leur répartition selon les métiers, sur 10 points.
 - Titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables des projets de même nature que celles de l'accord-cadre, sur 20 points.
Seront ici analysés les éléments fournis par le candidat, sous forme de CV par exemple, pour les profils-types décrits dans le Règlement d'appel à candidatures) : niveau d'étude, niveaux professionnels (formations spécifiques aux logiciels par exemple), certifications des personnels (techniciens, ingénieurs et cadres) intervenant dans le cadre de la réalisation des prestations similaires à l'accord-cadre.
- Capacités techniques du candidat sur 20 points, analysées sur la base des éléments suivants :
 - Outillage, matériel, équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation des prestations de l'accord-cadre (développement, conception fonctionnelle et maintien en conditions opérationnelles d'applications informatiques).
Ces éléments seront analysés notamment sur la base des outils méthodologiques et techniques, de l'environnement informatique, dont le candidat dispose pour la conception fonctionnelle, le développement et le maintien en conditions opérationnelles d'applications informatiques (6 pages maximum).

7.3 – Sélection des candidatures

Le pouvoir adjudicateur vérifie que l'ensemble des renseignements demandés au titre de la candidature ont été transmis. Au cas où les pièces demandées sont absentes ou incomplètes, il pourra demander aux candidats de produire ou de compléter ces pièces.

Quatre (4) candidats maximums seront invités à remettre une offre, les 4 premiers du classement à l'issue de la mise en œuvre des critères de sélection des candidatures.

Tout candidat dont la note globale est inférieure à 50 points est éliminé.

Sont également éliminés les candidats ne remplissant pas l'exigence de capacité minimale.

Ainsi, ne pourront être sélectionnés que les quatre premiers du classement à condition que leur note globale soit égale ou supérieure à 50 points. Si le nombre de candidats satisfaisant aux critères de sélection des candidatures est inférieur à quatre, le pouvoir adjudicateur peut décider de poursuivre la procédure avec les seuls candidats sélectionnés.

8 – Jugement et classement des offres (2nde étape de la procédure « phase offre »)

8.1 - Critères de jugement des offres

Les critères de jugement des offres sont précisés ci-dessous à titre indicatif car les offres seront remises uniquement lors de la seconde étape de la procédure par les candidats admis à remettre une offre.

L'accord-cadre est attribué aux candidats ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :

Critères	Pondération
<p>1. Valeur technique</p> <p>Le critère de la valeur technique, noté sur 100 points, est apprécié sur la base du mémoire technique fourni par les candidats, en prenant en compte les sous-critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ <u>Qualité de la méthodologie de travail et niveaux de services pour la mise en œuvre des prestations de l'accord-cadre, et capacité d'analyse et d'innovation</u> sur 50 points ✓ <u>Qualité et organisation de l'équipe dédiée et cohérence de la répartition des tâches et rôles</u> sur 30 points ✓ <u>Pertinence et cohérence de la méthode de calcul des charges de la maintenance corrective opérationnelle</u> sur 20 points <p>La note sur 100 points ainsi obtenue sera pondérée à 50 % dans le total de la note finale.</p>	50 %
<p>2. Prix des prestations</p> <p>Le critère prix, noté sur 100 points, sera apprécié par rapport à l'offre la moins disante sur la base du montant total TTC du détail quantitatif estimatif sur la durée totale du marché public, soit 4 ans.</p> <p>Il sera apprécié par rapport à l'offre la moins disante, selon la formule suivante :</p> $Note = 100 \times \frac{MOMD}{MOJ}$ <p>Dans laquelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - MOMD : Montant de l'offre la moins disante - MOJ : Montant de l'offre jugée <p>Les résultats des notes seront arrondis à 2 chiffres après la virgule, de la manière suivante :</p> <p>Si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut).</p> <p>Si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).</p> <p>La note sur 100 points ainsi obtenue sera pondérée à 40 % dans le total de la note finale.</p>	40 %
<p>3. Mesures de réduction de l'impact environnemental des prestations du centre de services mises en œuvre dans le cadre du marché</p> <p>Le critère environnemental, noté sur 100 points, est apprécié sur la base des mesures concrètement mises en œuvre dans le cadre de ce marché pour réduire l'impact environnemental des prestations du centres de services (notamment démarche d'éco-conception intégrée à la méthodologie, performance énergétique des environnements techniques et du stockage de données, transport des personnes, livraisons, etc.).</p> <p>La note sur 100 points ainsi obtenue sera pondérée à 10 % dans le total de la note finale.</p>	10%

La note pondérée sur 60 points pour le critère « valeur technique », la note pondérée sur 40 points pour le critère « prix » et la note pondérée sur 10 points pour le critère « mesures de réduction de l'impact environnemental des prestations du CS mises en œuvre dans le cadre du marché » seront ajoutées afin d'obtenir la note globale finale.

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

8.2 – Négociation

En application des articles R.2161-17 à R.2161-20 du Code de la commande publique, après examen des offres, le pouvoir adjudicateur pourra engager des négociations avec les candidats ayant déposé une offre.

La négociation pourra porter sur tous les éléments techniques de l'offre ainsi que sur les prix. Elle pourra se dérouler par entretien oral en présentiel dans les locaux de VNF à Paris ou à Béthune ou en distanciel en visioconférence. Dans des conditions de stricte égalité entre les candidats et de confidentialité des échanges, la négociation pourra également revêtir la forme écrite d'échange de courriels ou de courriers.

Les modalités pratiques du déroulement de la phase de négociation (durée, horaires, lieu...) seront indiquées ultérieurement dans la lettre de convocation à la négociation.

Un procès-verbal de l'entretien de négociation sera établi pour chaque candidat.

Dans le cas de négociation par courriers, ceux-ci seront échangés par le biais de la plateforme des achats de l'Etat (PLACE).

Les candidats seront invités à remettre une nouvelle offre après négociation.

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des mêmes critères que ceux précités. Le classement final sera établi à l'issue des négociations.

Il est demandé aux candidats d'indiquer dans leur offre les coordonnées de la personne habilitée à négocier.

Le présent marché pourra être attribué sur la base des offres initiales sans négociation.

8.3 - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le candidat produise les certificats et attestations prévus à l'article 9.3 du présent document.

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général.

9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du lien « Poser une question » figurant sur la page internet de la consultation sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des candidatures.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des candidatures (aucune réponse ne sera communiquée oralement).

9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est le Tribunal Administratif de Lille.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Lille
5 Rue Geoffroy Saint-Hilaire CS 62039
59014 LILLE CEDEX
Téléphone : +33 3 59 54 23 42
Télécopie : +33 3 59 54 24 45

Greffe des procédures d'urgence

Télécopie : +33 3 59 54 24 50
Courriel : greffe.ta-lille@juradm.fr

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application Télérecours accessible par le site www.telerecours.fr

9.3 - Production des pièces par les candidats invités à remettre une offre

Les candidats sélectionnés à l'issue de l'analyse des candidatures ne seront invités à remettre une offre que s'ils produisent les certificats et attestations prévus aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 et R. 2144-1 à R. 2144-7 du Code de la commande publique.

A ce titre, le pouvoir adjudicateur acceptera comme justificatifs et moyens de preuve suffisants des informations les documents suivants :

- Une déclaration sur l'honneur établissant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné aux articles L. 2141-1 et aux 1° et 3° de l'article L. 2141-4 du Code de la commande publique ;
- Les certificats de régularité émanant des administrations fiscales et sociales ;
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail ;
- Un extrait K, Kbis, D1, numéro unique d'identification délivré par l'INSEE ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion ;
- En cas de redressement judiciaire, copie du ou des jugement(s) prononcé(s).



Si un des candidats dont la candidature a été retenue ne peut produire ces documents dans le délai imparti, sa candidature sera rejetée.

ANNEXE 1 AU REGLEMENT D'APPEL A CANDIDATURES

MODALITES PRATIQUES DE TRANSMISSION DES CANDIDATURES AU FORMAT ELECTRONIQUE

Article 1 – Mode de transmission

1.1. Généralités

Date limite de remise des candidatures

Les candidats transmettront leurs candidatures impérativement au plus tard à la date et l'heure limites figurant sur la page de garde du présent document et dans l'avis d'appel public à la concurrence.

Modalité de transmission

Pour transmettre leur candidature par voie électronique, via la plate-forme des marchés de VNF, les opérateurs économiques devront :

- S'inscrire sur la plate-forme de gestion des marchés publics de VNF PLACE accessible à l'adresse : <http://www.marches-publics.gouv.fr>
- Être titulaire d'un certificat de signature électronique.

1.2. Les exigences relatives aux certificats de signature du signataire

En application de la réglementation en vigueur :

- arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique ;
- règlement n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32014R0910&from=FR>,

Le candidat doit respecter les conditions relatives :

- 1) Au certificat de signature du signataire,
- 2) À l'outil de signature utilisé, devant produire des jetons de signature ¹ conformes aux formats réglementaires dans l'un des trois formats acceptés : XAdES, CAdES ou PAdES.

1^{er} cas : Certificat délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement susvisé.

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

2^{ème} cas : Certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement susvisé (eIDAS).

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil d'acheteur et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'acheteur.

Justificatifs de conformité à produire

Le signataire transmet les informations suivantes :

- 1) La procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification...)

¹ Le jeton d'horodatage peut être enveloppé dans le fichier d'origine ou bien apparaître sous la forme d'un fichier autonome (non enveloppé)

- 2) Le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation ;
- 3) L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

1.3. Outil de signature utilisé pour signer les fichiers

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix.

1^{er} cas : Le soumissionnaire utilise l'outil de signature de la plate-forme des achats de l'État PLACE.

Dans ce cas, le soumissionnaire est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information

Le pouvoir adjudicateur se réserve néanmoins la possibilité de demander au candidat des informations visant à la vérification de ce certificat de signature.

2^{ème} cas : Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- 1) Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES.
- 2) Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, le signataire indique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant notamment :

- le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'explication et les prérequis d'installation (type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc.). La fourniture d'une notice en français est souhaitée ;
- le mode de vérification alternatif en cas d'installation impossible pour l'acheteur (contact à joindre, support distant, support sur site etc.).

Article 2 – Formalisme de la réponse

2.1. Généralités

Les opérateurs économiques doivent insérer dans leur pli électronique l'ensemble des documents requis.

Le fichier contient les documents demandés au présent règlement d'appel à candidatures.

Ces documents sont transmis sous la forme de fichiers dans l'un des formats suivants :

- Format Word (".doc") (version Word 97 et postérieures) ;
- Format Acrobat (".pdf") (version Acrobat 5 et postérieures) ;
- Format Excel (".xls") (version Excel 97 et postérieures) ;

Ces fichiers seront nommés "nom_fichier.ext" où :

- "nom_fichier" correspond au nom du document
- ".ext" correspond à l'une des extensions des formats ci-dessus acceptés par la plate-forme

Après création du pli, les candidats se connectent sur le site <http://www.marches-publics.gouv.fr> et doivent la déposer dans les espaces qui leur sont réservés sur la page de réponse à cette consultation de la plate-forme, chaque consultation ayant une page spécifique de réponse.

2.2. Copie de sauvegarde

Conformément à l'article R. 2132-11 du Code de la commande publique, le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique (cédérom, DVD Rom, clé USB) ou sur support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures. Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « copie de sauvegarde, Accord-cadre n°2611I004 – Développement et maintenance de services applicatifs dans le cadre du centre de services Data »

Cette enveloppe contiendra les pièces demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur.

La copie de sauvegarde devra être remise contre récépissé au siège de VNF, à Béthune, au plus tard à la date et l'heure limite de remise des plis fixées en page de garde du présent règlement d'appel à candidatures. Les heures d'ouverture des bureaux sont les suivantes : de 9h00 à 18h00. Si elles sont envoyées par la poste ou par tout moyen permettant de donner une date certaine, parvenir à l'adresse ci-dessous au plus tard à la date et heure limites de remise des plis fixées en page de garde du présent règlement.

Voies navigables de France - Unités achats et commande publique

175, rue Ludovic Boutleux CS 30820

62408 Béthune cedex

Copie de Sauvegarde

« PLI A NE PAS OUVRIR PAR LE SERVICE COURRIER »

Accord-cadre n° 2611I004 – Développement et maintenance de services applicatifs dans le cadre du centre de services Data

Les candidats transmettront leurs candidatures impérativement au plus tard à la date et l'heure limites. Un message leur indiquant que l'opération de dépôt de la réponse a été réalisée avec succès leur est affiché, puis un accusé de réception leur est adressé par courrier électronique donnant à leur dépôt une date certaine, la date et l'heure de fin de réception faisant référence. L'absence de message de confirmation de bonne réception et d'accusé de réception électronique signifie au soumissionnaire que sa réponse n'est pas parvenue à VNF.

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès à Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre.

Les dossiers qui seraient remis, ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-avant, seront considérés hors délais et ne seront pas retenus.

Pour tout complément d'information ou toute difficulté relative à l'utilisation de la plateforme de dématérialisation, le candidat est invité à contacter le service « Support en ligne » PLACE. Le support téléphonique PLACE (01 53 18 90 00) peut être contacté si le candidat dispose d'un numéro de ticket correspondant à une demande d'assistance créée.